

Tribune libre

Réaction du Front Syndical de Classe après les dernières déclarations de Chérèque

Vous avez dit « unité syndicale » ?

(Front syndical de classe)

Alors que le gouvernement annonce la suite avec un budget 2011 de « rigueur » (pour les travailleurs car pour les multinationales gavées de profit, les subventions publiques ne se tariront pas), alors que partout, la base débat et s'organise pour durcir le mouvement et obtenir le retrait du projet gouvernemental de casse des retraites, Chérèque vient de faire dans le journal Libération « une proposition au gouvernement : qu'il subordonne le recul de l'âge du taux plein de 65 ans à 67 ans - prévu à partir de 2016 - à un vote formel du parlement en 2015 et après un rapport sur la situation des femmes et des précaires ». Chérèque précise ensuite que « notre travail de syndicalistes, c'est d'obtenir des avancées » et que « ce schéma permet à tout le monde de sauver la face ».

On ne saurait mieux dire : faire passer un recul considérable pour une avancée, permettre au gouvernement de passer sa contre-réforme tout en sauvant la face des organisations syndicales, voilà le vrai travail de Chérèque !

L'unité syndicale dont les travailleurs ont besoin, de la base au sommet, ne peut se construire sur cette négation de leurs intérêts.

Car pour Sarkozy, comme le rappelle le Canard enchaîné, « l'essentiel » pour « gagner cette bataille » - la sienne et celle du patronat – est que « les syndicats écartent l'idée de grève générale ou de grève reconductible ».

Chérèque, avec d'autres, s'y emploie, d'autant plus désespérément que la pression monte de la base, de nombreuses motions et déclarations de structures syndicales de base, d'intersyndicales départementales ou de secteurs (nombreux syndicats de l'industrie, cheminots, chimie, toutes les UD du 13, UD CGT Paris, Education...), appelant au durcissement du mouvement : grève reconductible, blocage de l'économie, grève générale... Ainsi que le dévoile Sarkozy, c'est bien en s'en prenant de manière résolue et continue aux profits du MEDEF que l'on contraindra le gouvernement, qui est son serviteur zélé, à reculer.

Comme ce fut le cas en 36, 68 ou 95, la base a l'avenir du mouvement entre ses mains.

Sous toutes les formes décidées en bas, la France des luttes ne doit pas laisser de répit au MEDEF et à Sarkozy.

FSC, le 29 septembre 2010

(Mise en page du site)